



Organisation des Nations Unies pour
l'éducation, la science et la culture



Le bulletin d'information
du Secteur de l'éducation
de l'UNESCO

L'éducation AUJOURD'HUI

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL, LE GRAND RETOUR ?

AU SOMMAIRE

APRENTISSAGES



L'art du conte revisité, p. 3

DOSSIER



L'EFTP, second choix ou
deuxième chance ? p. 4

EDUCATION POUR TOUS



Une campagne pour envoyer
ses amis à l'école, p. 8

EN BREF



D'un continent l'autre, p. 10

Les spécialistes de l'éducation considèrent souvent l'enseignement et la formation techniques et professionnels comme une voie royale vers l'emploi. Ils sont toutefois contredits par de nombreux exemples dans le monde. Notre dossier essaie d'y voir clair.

ÉDITO

Tout récemment, le nouveau vice-ministre éthiopien de l'Éducation, M. Wondwossen Kiflu, déclarait que l'enseignement technique pouvait seul permettre à son pays d'électrifier ses villages et de construire des routes. L'Éthiopie n'est pas le seul pays où l'on constate un regain d'intérêt pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels. Souvent considéré comme une voie de garage par rapport à la scolarité classique, l'EFTP incarne aussi une façon de réduire la pauvreté, donc de renforcer la cohésion sociale. Certains gouvernements rêvent, grâce à lui, de prendre en marche le train de la mondialisation.

La délocalisation des emplois ouvriers des États-Unis et de l'Europe vers l'Inde et la Chine témoigne des retours sur investissement considérables que procure une main-d'œuvre compétente. Ainsi, en Chine, où les travailleurs qualifiés sont l'épine dorsale de l'essor économique actuel, un tiers des élèves du secondaire est inscrit dans des écoles professionnelles. Bien des pays en revanche peinent à bâtir les passerelles indispensables entre l'éducation et le monde du travail. L'UNESCO s'efforce de les aider à donner un nouveau souffle à leurs enseignements techniques.

Très fréquemment, l'EFTP n'est pas un choix mais une nécessité. Partout dans le monde, les effectifs du primaire sont en hausse et il faut prévoir d'urgence l'avenir de ces enfants. Or, dans de nombreux pays, le secondaire ne dispose pas d'assez de places, sans compter qu'il ne donne aucune garantie de trouver un emploi à la sortie. Entre les attentes nouvelles des jeunes et le manque de perspectives, les ingrédients d'une explosion sociale sont réunis.

Nous devons proposer des solutions, définir des orientations qui débouchent sur de nouvelles stratégies pour l'EFTP. Les jeunes doivent avoir des compétences qui puissent s'adapter de façon flexible aux exigences du marché de l'emploi, marché mondialisé et en constante évolution.

Aïcha Bah Diallo

Sous-Directrice générale par intérim pour l'éducation

Réparer les accrocs du tissu social

Au Guatemala, de nombreuses organisations locales fédèrent les démunis.



© E. Pinzon-Gil

Ils apprennent à être fiers de leur culture maya.

Depuis qu'elles travaillent avec une association locale, Jennifer et Laurena sont surnommées « quetzalitas », du nom du bel oiseau coloré dont le Guatemala a fait son emblème. « Le quetzal symbolise la liberté car il meurt quand on le met en cage », dit Jennifer. Les deux adolescentes travaillent avec Mojoca, une ONG soutenue par l'UNESCO. C'est un jour comme un autre et elles vont parler à des garçons affalés sur le trottoir, qui respirent des solvants industriels. Laurena les presse de venir dans les locaux de Mojoca, se laver et nettoyer leurs vêtements.

Délabrement

Il n'y a pas si longtemps, à l'instar de milliers d'enfants, Laurena et Jennifer vivaient dans les rues de Ciudad Guatemala. Aujourd'hui, elles tentent à leur tour d'aider ces adolescents qui n'ont d'autre perspective que les *maras* (les gangs), la prostitution, la drogue et la mort. Mojoca, acronyme de Movimiento de Jovenes de la Calle, veut donner à ces enfants les moyens de survivre et de faire leur chemin.

A la suite d'une guerre civile atroce qui a duré 36 ans, l'administration du pays n'arrive toujours pas à prendre soin des plus vulnérables. Des associations et des organi-

sations telles que Mojoca s'efforcent de réparer le tissu social que neuf années de paix n'ont pas suffi à remettre en état. Le gouvernement quant à lui est toujours aux prises avec la corruption, la pauvreté et l'exclusion dont souffrent les populations indiennes.

Le système éducatif est dans un état de complet délabrement. « L'école au Guatemala a 30 ou 40 ans de retard, se désolait récemment

la ministre de l'Éducation, Maria del Carmen Acena. Cela fait 22 ans qu'il n'y a pas eu de réforme de l'enseignement secondaire et un professeur sur cinq doit son poste à des amis bien placés. »

Le bureau de l'UNESCO au Guatemala travaille avec le gouvernement à divers projets tels que l'homogénéisation des programmes des écoles bilingues ; il intervient aussi au niveau local en soutenant Mojoca et quatre autres ONG très actives. « Il s'agit de réduire l'exclusion, de faire respecter les droits de chacun et de lutter contre la pauvreté par une approche volontariste, explique Luis Tiburcio, directeur du bureau. Certaines organisations s'occupent des enfants en situation d'exclusion, d'autres défendent la culture et l'artisanat indigènes. Elles font ce que le gouvernement ne peut pas faire. »

Ainsi, l'ONG Caja Ludica, qui compte parmi ses membres des enfants venus de la rue, propose des activités artistiques comme substitut à la violence, telles que le théâtre de rue. Dans une école privée de Quetzal, à 20 km de la capitale, elle organise une réunion hebdomadaire de parents, d'enseignants et d'élèves pour aborder des problèmes qui les touchent tous, comme le racisme et la discrimination.

Cuarto Mundo travaille auprès des plus pauvres, ceux qui vivent aux abords du gigantesque *basurero*, la décharge publique de la capitale. L'association propose des cours de dessin dans la rue ou apprend à lire aux enfants non scolarisés, avec pour objectif d'ouvrir à tous les portes de la culture. Mojomaya, une association de jeunes, s'intéresse à la question fondamentale de l'identité culturelle et pousse les jeunes d'origine maya à cultiver le patrimoine linguistique et culturel exceptionnel qui est le leur.

Agir contre l'exclusion

La coopérative Flor del Campo, parfait exemple de développement durable, a été fondée par un groupe de veuves de la guerre civile. Elles ont d'abord créé un atelier de tissage avant de se diversifier dans la fabrication de bougies et de produits de beauté naturels qu'elles vendent aux touristes. Grâce à l'aide de l'UNESCO, elles se sont ensuite tournées vers l'artisanat, la boulangerie, la médecine traditionnelle et divers produits agricoles. « Elles arrivent ainsi à doubler ou tripler leurs revenus et à financer elles-mêmes leur formation, souligne Luis Tiburcio. Quelle conquête ! Nous avons appris à respecter infiniment ces femmes, leur combat pour une vie meilleure, leurs savoir-faire artisanaux, leur capacité à s'organiser, à débattre et à prendre des décisions de façon démocratique. »

Ces organisations ont commencé à travailler avec l'UNESCO en 2004, avec un financement de 80 000 € provenant du programme de l'UNESCO pour l'éducation des enfants en détresse, et 40 000 € fournis par le Japon pour le centre artisanal de Flor del Campo. Ce partenariat est une réussite. « Nous obtenons de très bons résultats, se réjouit Luis Tiburcio. Bien sûr, l'argent manque toujours mais elles font des miracles avec ce qu'elles ont. »

Contact : Luis Tiburcio, UNESCO Guatemala
e-mail : l.tiburcio@unesco.org
D'après un article paru dans *Le Monde de l'éducation* en décembre 2004.

L'art du conte revisité

En Asie centrale, des feuilletons radiophoniques mêlent divertissement et pédagogie.

Valijon et Maydagul s'aiment d'amour tendre depuis l'enfance. Ils sont sur le point de se fiancer après avoir surmonté à grand peine des obstacles familiaux, quand leurs espoirs volent en éclats : Valijon est toxicomane. L'amour triomphera-t-il ? Ce feuilleton radiophonique a tenu ses auditeurs en haleine des semaines durant.

Il est produit et diffusé par Silk Road Radio, « la radio de la route de la soie », qui a vu le jour grâce au retentissement des « Contes de la route de la soie », collection publiée par le bureau de l'UNESCO à Tachkent pour mettre en valeur une tradition orale séculaire. Mais au lieu de reprendre les récits traditionnels, la radio a pour mission d'élaborer des intrigues nouvelles pour traiter de problèmes actuels.

« Les feuilletons peuvent se servir ouvertement de la fiction et du mélo pour aborder sans détour l'intimité de la vie familiale, dit John Butt, fondateur et directeur de Silk Road Radio. C'est un cadre très commode pour sensibiliser les auditeurs au VIH/sida, à la toxicomanie et à divers problèmes de la vie quotidienne. » Les deux fictions hebdomadaires que diffuse la radio s'inspirent du feuilleton à succès de la BBC pour l'Afghanistan, intitulé *New Home, New Life* (« nouvelle demeure, nouvelle vie »), lancé en 1993 et qui poursuit toujours sa carrière.

Où l'éducation entre en lice

Silk Road Radio a commencé à émettre au Tadjikistan en 1998 puis en Ouzbékistan en 1999. Il s'agissait de trouver le juste équilibre entre divertissement et éducation, comme l'explique Sherzod Khodjaev, du bureau de l'UNESCO à Tachkent. « En Asie centrale, le sentimentalisme est mieux accepté et l'on peut davantage parler de la vie familiale qu'en Afghanistan, pays plus conservateur, ajoute John Butt. Prenez l'exemple du préservatif. En Afrique australe, il faut être direct et dire : 'Mettez un préservatif ou vous aurez le sida.' » En Asie centrale, il est préférable de mettre des nuances : « Sans quoi, les gens risquent de prendre le conseil comme une incitation à la débauche. » C'est pourquoi Silk Road Radio insiste sur l'utilisation du préservatif

par les couples mariés, au nom de la sécurité des époux en cas d'infidélité.

L'humour joue un grand rôle. « L'usage du préservatif restera tabou tant que les gens n'auront pas appris à en rire », estime le directeur d'une agence de l'ONU au Tadjikistan. Cette suggestion a inspiré le scénario suivant : deux enfants trouvent un préservatif appartenant à leurs parents et s'amusent à le gonfler comme un ballon ; leur grand-père, qui les voit, est horrifié à l'idée que son fils, le père des enfants, utilise un préservatif. Il conclut aussitôt que son fils est infidèle alors qu'en réalité celui-ci, contaminé par le VIH, s'efforce de protéger sa femme.

De la campagne à la ville

Silk Road Radio diffuse deux feuilletons, le Silk Road Soap pour des auditeurs adultes vivant en milieu rural, à raison de deux épisodes par semaine, et le City Soap, destiné aux jeunes citadins, à raison de trois épisodes hebdomadaires. Elle émet en ouzbek et en tadjik mais pourrait bientôt se décliner en kirghiz et en russe.

Les fictions sont alimentées par des reportages abordant les mêmes sujets. « Nous

renforçons les messages des feuilletons en leur donnant un autre angle, plus factuel », indique Aziza Ataeva, responsable des reportages.

Outre le VIH/sida et la toxicomanie, les émissions ont traité de sujets tels que la violence conjugale et familiale, les droits de l'homme, les restrictions aux déplacements entre pays voisins, les revenus de l'agriculture et bien d'autres encore.

La formation est un volet essentiel du projet, qui réunit une équipe de scénaristes, producteurs, reporters et acteurs. « Il nous a fallu former de bons dramaturges à l'écriture de feuilletons pédagogiques : c'est une discipline nouvelle », explique John Butt. Et d'ajouter que les auteurs ouzbeks et tadjiks ont pris goût à cet art particulier du scénario. Faut-il s'en étonner ? Conter des histoires qui véhiculent un enseignement, quoi de plus naturel pour ceux qui sillonnent l'ancienne route de la soie ?

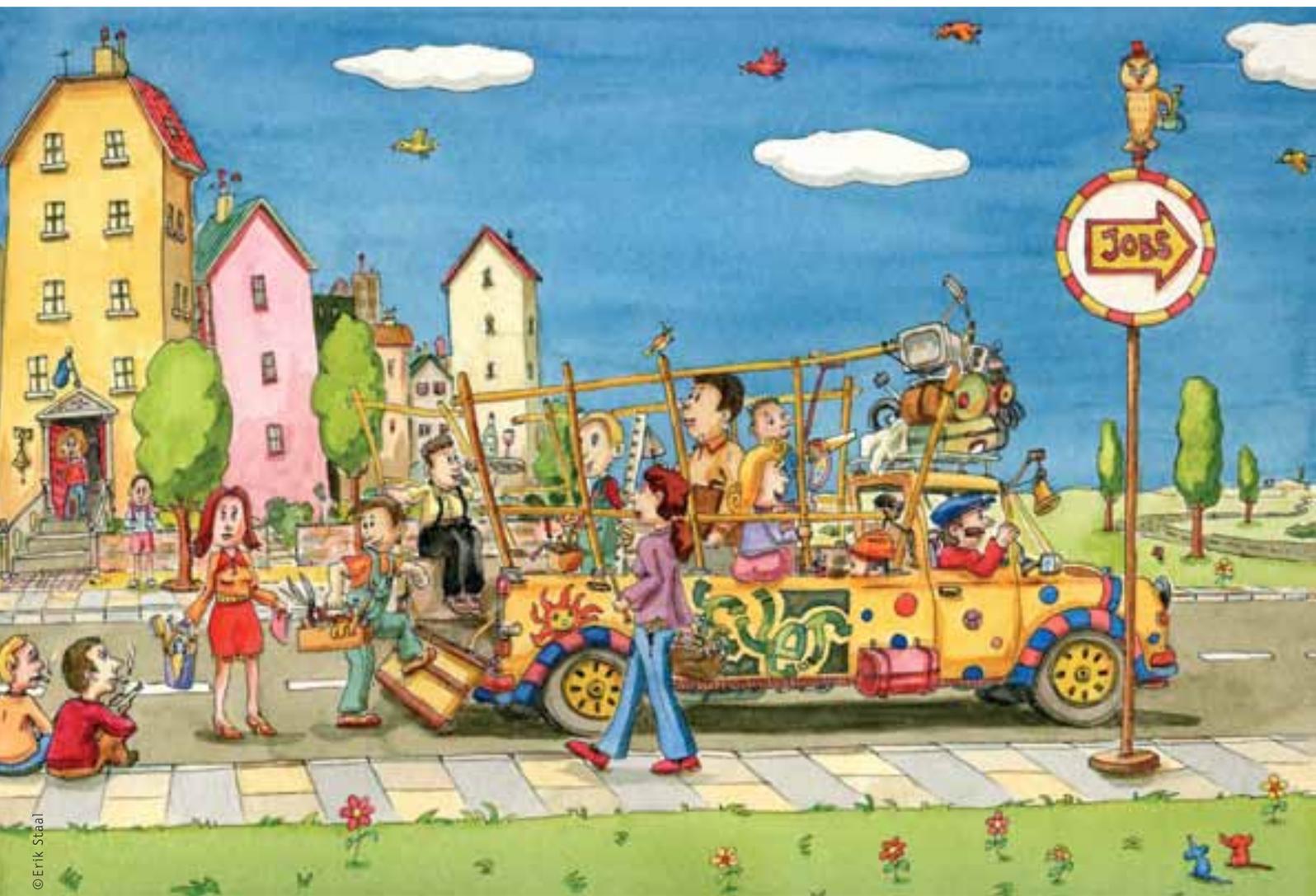
Contacts : Sherzod Khodjaev et John Butt, UNESCO Tachkent ; Helena Drobna, UNESCO Paris • e-mails : s.khodjaev@unesco.org.uz ; john@unesco.org.uz ; h.drobna@unesco.org



Reportages et fictions se complètent sur les ondes de Silk Road Radio.

Enseignement professionnel,

L'enseignement et la formation techniques et professionnels ont nourri une croissance économique prodigieuse dans certains pays, et ont déçu ailleurs. Si la mondialisation suscite un regain d'intérêt à leur égard, ils continuent d'être perçus comme des cursus de seconde zone.



Des jeunes qui traînent dans la rue, sans travail, sans espoir d'en trouver et encore moins d'aller à l'université... C'est le cauchemar de tout homme politique. Si les parents de ces jeunes se sont résolus à voir leurs propres espoirs brisés, la nouvelle génération, face à ce triste horizon, risque de se révolter. Pour les gouvernants des pays riches ou pauvres, la solution semble évidente : rattraper ces jeunes avant qu'il ne soit trop tard en leur

enseignant, dans le secondaire, des compétences qui leur permettront de se faire une place sur le marché du travail.

La réalité n'est pas aussi simple, ce qui explique en partie pourquoi l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) ont mauvaise presse. Proviseurs et professeurs soulignent combien l'élaboration des programmes, la formation des enseignants et l'équipement coûtent cher

pour ces matières spécialisées : en moyenne trois fois plus qu'un cours « généraliste ». Quant aux parents et aux élèves, ils ont tendance à considérer ces matières comme un enseignement de second ordre. Le fait est que l'EFTP offre une formation, pas une garantie d'embauche. Même les cursus les plus pointus et les plus chers sont voués à l'échec si le marché du travail ne peut absorber les nouveaux diplômés, quelles que soient leurs compétences.

Le grand retour ?

Dans un tel contexte, beaucoup d'experts et de responsables sont arrivés à la conclusion que l'entreprise était la mieux placée pour assurer la formation professionnelle des jeunes. Ils ont été confortés dans leur diagnostic par le volte-face de la Banque mondiale au début des années 1990. Cette institution a longtemps été considérée comme la plus chaude partisane de l'EFTP. En effet, le tout premier prêt qu'elle a consenti pour l'éducation, en 1963, était destiné à l'EFTP qui, jusqu'au début des années 1980, s'est adjugé environ 40 % des prêts de la Banque mondiale à l'Afrique subsaharienne en matière d'éducation. Toutefois, en 1991, la Banque a fait machine arrière.

Elle s'appuyait pour cela sur un document d'orientation dont l'un des auteurs était Arvil Van Adams. Ce dernier, très respecté, a pris sa retraite de la Banque mondiale en janvier 2005, avec un seul regret : « Les gens ont pris nos préconisations au pied de la lettre. » Et de poursuivre : « On pouvait faire une lecture au premier degré et conclure que l'EFTP n'était pas un bon investissement mais ça ne tenait pas compte des nuances de notre propos. Nous plaitions pour l'abandon des investissements massifs dans les ateliers, la formation des enseignants et l'élaboration des programmes, au profit d'un travail sur les grandes orientations. Il ne s'agissait pas de faire passer l'EFTP à la trappe, mais de réformer le processus de décision. »

Une bombe à retardement

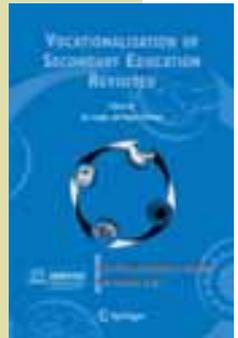
Ces nuances ont effectivement échappé à une majorité de gens et l'enseignement professionnel a pratiquement disparu des programmes de la Banque mondiale. Celle-ci a décidé d'investir massivement dans l'enseignement primaire. L'EFTP ne représente plus aujourd'hui que 8 ou 9 % des financements consacrés à l'éducation. Selon Trevor Riordan, du Bureau international du travail (BIT), les programmes internationaux de lutte contre la pauvreté font depuis lors l'impasse complète sur l'enseignement de compétences techniques.

Quand le secondaire s'y met

Vocationalisation of Secondary Education Revisited, une nouvelle publication du Centre international de l'UNESCO pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (UNESCO-UNEVOC), propose un bilan concis de l'introduction dans le secondaire de cours techniques destinés à préparer les élèves au monde du travail. Consacré plus particulièrement aux réformes entreprises en Afrique subsaharienne, cet ouvrage offre un éclairage précieux sur la question et fournit des données concrètes aux responsables politiques et administratifs, aux enseignants et aux gestionnaires. Il a été dirigé par Jon Lauglo et Rupert Maclean ; il est paru en mars aux éditions Springer.

Basé à Bonn, en Allemagne, l'UNEVOC est investi de quatre missions principales : promouvoir l'EFTP grâce à son vaste réseau international d'écoles et d'organismes concernés par cet enseignement ; faire connaître les pratiques et les innovations grâce à des publications, des bases de données et un site Internet ; contribuer à la formation de spécialistes ; favoriser la coopération entre les organisations internationales concernées.

**Contact : Rupert Maclean, UNEVOC • e-mail : r.maclean@unevoc.unesco.org
Pour en savoir plus : www.unevoc.unesco.org**



« On voit se creuser un véritable fossé en matière d'apprentissages professionnels, explique Trevor Riordan. Les pays les moins avancés, en particulier en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, accusent un retard de plus en plus grand. »

Il convient d'ajouter à ce tableau « la bombe à retardement qui menace d'éclater lorsque les centaines de milliers d'enfants qui sont venus grossir ces dernières années les effectifs habituels du primaire se dirigeront vers le secondaire ou chercheront des emplois qui n'existent pas toujours », indique Wataru Iwamoto, directeur de la Division de l'enseignement secondaire, technique et professionnel de l'UNESCO. Dans la plupart des pays les moins avancés, les écoliers n'ont presque aucune chance de poursuivre leurs études ou de trouver du travail. « C'est pourquoi nous préconisons une conception nouvelle de l'enseignement professionnel, centré sur l'acquisition de compétences pratiques nécessaires dans la vie courante, formation qui serait dispensée dans le primaire ou le secondaire, selon les ressources de chaque pays », précise Wataru Iwamoto.

Qu'ils soient riches ou pauvres, de nombreux pays manifestent un intérêt croissant pour l'EFTP, qu'ils voient comme un moyen de sauter dans le train de la mondialisation, estime Mohan Perera, chef de la Section de l'enseignement technique et professionnel de l'UNESCO : « Voyez le transfert d'emplois massif des Etats-Unis et de l'Europe vers l'Inde et la Chine, où la main-d'œuvre est extrêmement qualifiée. En investissant lourdement dans l'EFTP, ces pays ont posé des bases solides pour leur économie. »

L'UNESCO considère qu'au-delà de la planification économique, l'enseignement technique et professionnel s'inscrit dans la perspective plus large du développement durable. Depuis sa fondation, l'Organisation fait des recommandations et organise des débats de fond sur cette question, tout en conseillant les gouvernements qui tentent de réformer ou de créer des systèmes d'enseignement professionnel.

« Par le passé, la logique de l'offre était prédominante, ce qui causait de graves difficultés aux pays en développement, rappelle Mohan Perera. Soit ils investissaient lourde-



Enseignement professionnel, le grand retour ?

→ ment pour importer de l'étranger un modèle d'enseignement supérieur qui produisait des cols blancs en trop grand nombre, soit ils s'efforçaient de créer des écoles très spécialisées, sans rapport avec les vrais besoins en main-d'œuvre. » Aujourd'hui, il s'agit de préparer les jeunes à s'adapter à l'évolution des conditions de travail, plutôt que de les enfermer dans des métiers et des compétences trop pointus.

Ces nouvelles orientations ne sont malheureusement accompagnées d'aucun mode d'emploi. Comme l'explique Fred Fluitman du BIT, « les systèmes d'enseignement secondaire se ressemblent beaucoup. En revanche, les formations techniques et professionnelles sont toutes différentes et les gouvernements passent leur temps à les remanier. » Bref, l'innovation constante est un ingrédient essentiel du processus de réforme qui, lorsqu'il est bien pensé, peut donner des résultats spectaculaires.

L'exemple de la Corée-du-Sud illustre brillamment la façon dont l'EFTP peut alimenter une croissance économique extraordinaire. Le gouvernement a progressé par étapes : il a d'abord veillé à ce que tous les enfants soient scolarisés dans le primaire avant d'engager des dépenses pour l'EFTP. Coïncidence ou choix délibéré,

c'est au début des années 1980, au moment où l'économie commençait à souffrir d'une pénurie de main-d'œuvre, que les premiers investissements importants ont été effectués. Pour réussir sa percée dans la construction, les services et la fabrication de produits manufacturés pour l'exportation, le pays avait besoin d'un apport de travailleurs qualifiés.

Au même moment, les responsables sud-coréens ont constaté un appétit croissant pour les études supérieures, avec pour corollaire prévisible l'arrivée sur le marché de jeunes gens sur-qualifiés aspirant à des emplois de bureau, dans une économie qui avait au contraire un besoin pressant de main-d'œuvre qualifiée. En développant l'EFTP, le gouvernement entendait répondre à la demande des entreprises tout en soulageant les universités.

Aujourd'hui, près de 40 % des élèves du secondaire suivent une formation technique ou professionnelle. Cependant, l'EFTP fait toujours figure de pis-aller. Le gouvernement s'efforce donc de créer des passerelles vers l'enseignement supérieur. Les élèves des filières professionnelles ont à présent au programme une proportion substantielle de matières générales, ce qui leur permet d'entrer à l'université. Dans certains éta-

blissements, le tronc commun entre les formations techniques et l'enseignement généraliste représente jusqu'à 75 % des cours. Le gouvernement oriente aussi des financements privés et publics vers de nouveaux établissements du supérieur qui dispensent un enseignement professionnel de haut niveau, afin d'éradiquer l'idée selon laquelle l'EFTP serait une voie de garage.

Le grand défi consiste en fait à suivre le rythme des évolutions technologiques. Pour que les programmes restent pertinents, le gouvernement prévoit de resserrer les liens avec le secteur privé. Ainsi, la Corée-du-Sud teste sa propre version du célèbre système alterné allemand, qui remonte à la période de reconstruction de l'après-guerre. Elle a choisi une formule qui combine deux années d'études et une année d'apprentissage en entreprise.

Des réformes semblables prennent place aujourd'hui en Chine où, selon l'Institut de statistique de l'UNESCO, le tiers des élèves du secondaire est inscrit dans des écoles professionnelles (voir encadré p. 7). Il est toutefois difficile d'établir des parallèles entre les deux pays. Alors qu'une pénurie de bras a présidé aux réformes en Corée-du-Sud, la Chine connaît un excédent de main-d'œuvre car la création d'emplois ne suit pas le rythme de la croissance économique. La Corée a eu le loisir de concevoir un système nouveau pour répondre à des besoins futurs, tandis que la Chine doit corriger tant bien que mal un système obsolète.

De vraies passerelles

Pour y parvenir, les dirigeants chinois ont fait alliance avec le secteur privé, dit Dingyong Hou, spécialiste de l'éducation à la Banque mondiale. Les entreprises fournissent des fonds, du matériel, des stages et des conseils, tandis que leurs représentants siègent dans les comités consultatifs rattachés aux établissements. Pour Dingyong Hou, ces partenariats s'inscrivent dans une conception de l'apprentissage tout au long de la vie qui veut que l'école développe les aptitudes des élèves et que le travail leur donne une formation.

Les pays de l'ex-Union soviétique semblent moins pressés de relâcher le contrôle de l'Etat sur les filières d'enseignement professionnel. La République tchèque fournit à ce titre un exemple digne des meilleures notes.

C'est l'un des rares pays où l'enseignement professionnel jouit d'un grand prestige. Vaclav Klenha, spécialiste auprès de la Fondation européenne pour la formation, estime que quelque 75 % des élèves du secondaire suivent une filière d'EFTP, le dernier quart des effectifs restant dans l'enseignement général classique. Plutôt que d'abandonner le système aux forces du marché, le gouvernement a donné une plus grande liberté aux chefs d'établissement et aux enseignants pour actualiser les programmes et y introduire des disciplines professionnelles nouvelles au lieu de s'en tenir aux compétences habituellement associées à un métier donné.

Les passerelles vers l'enseignement supérieur constituent un autre atout de taille. Les élèves du secondaire peuvent tous passer la « Maturita », l'examen de fin de cycle →

Gros plan sur les pays arabes

L'UNESCO élabore des programmes pour remettre sur pied l'enseignement professionnel en Irak lorsque la situation du pays sera stabilisée. Près de deux millions et demi d'euros de fonds extrabudgétaires sont réservés à ce projet et des fonds supplémentaires ont été promis.

L'UNESCO collabore de plus en plus activement à des projets d'EFTP dans des pays arabes qui cherchent à réduire leur dépendance à l'égard des travailleurs étrangers. Ainsi, depuis cinq ans, l'Organisation aide la Libye à instaurer des formations techniques et professionnelles dans tous les établissements du secondaire et à remanier les programmes d'EFTP de l'enseignement supérieur. Au Bahreïn, où 65 à 70 % des élèves du secondaire suivent un enseignement professionnel, le gouvernement a financé un projet de l'UNESCO pour créer un centre d'excellence offrant des formations aux enseignants spécialisés et des programmes de formation continue pour adultes.

→ indispensable pour se présenter aux examens d'entrée à l'université. En outre, certains établissements du supérieur qui dispensent un enseignement professionnel, écoles de haut niveau créées ces dix dernières années, permettent aux étudiants d'intégrer directement l'université.

La Fédération de Russie prévoit de décentraliser l'EFTP pour permettre aux régions de gérer elles-mêmes les programmes. Ce n'est pas tâche aisée. Pour Peter Grootings de la Fondation européenne pour la formation, la plupart des écoles ne méritent pas ce nom mais « elles évitent au moins que les enfants traînent dans la rue, et leur assurent un repas chaud par jour. Ces établissements publics comptent parmi les rares structures qui existent encore apportant une aide aux jeunes et aux familles pauvres. »

Auparavant, les deux tiers des travailleurs russes étaient formés dans des écoles professionnelles élémentaires ; 22 % de la population a suivi un enseignement professionnel du niveau du secondaire, soit une fois et demi plus que les gens qui ont fait des études supérieures.

Investir pour le futur

Des experts comme Peter Grootings réfléchissent aux moyens d'ouvrir les filières de formation professionnelle sur l'enseignement supérieur ou d'instaurer des stages en entreprise qui contribueraient à dynamiser ces cursus. Le problème, c'est l'argent. Le secteur privé russe est trop désorganisé pour mettre en place des partenariats sérieux, estime Peter Grootings : « C'est l'Etat qui doit investir pour la génération actuelle et pour l'avenir du pays. »

Ce que font des pays beaucoup plus pauvres que la Fédération de Russie. Ainsi le Botswana, le Ghana et le Kenya assument le financement des formations professionnelles depuis que les prêts de la Banque mondiale se sont taris dans les années 1990. Au lieu de créer une filière distincte d'établissements spécialisés, ces pays ont « professionnalisé » l'enseignement secondaire. Ils ont conservé les matières classiques mais 15 à 30 % des cours traitent de sujets pratiques relatifs à l'agriculture, la gestion, la création d'entreprise, etc.

« Il s'agit de rétablir l'équilibre entre les finalités d'un enseignement secondaire

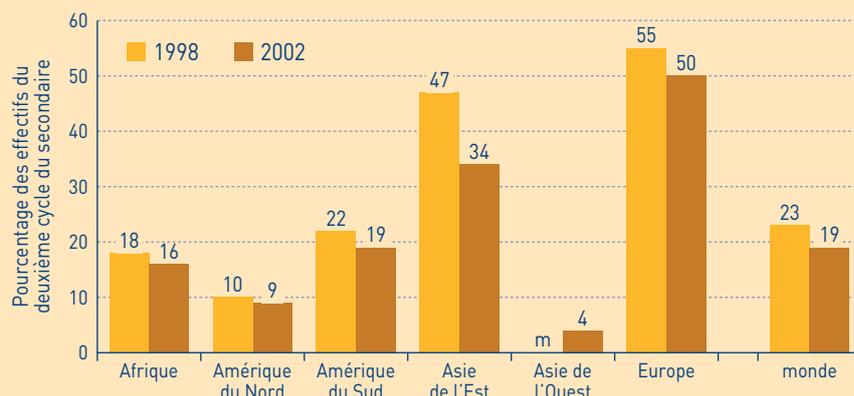
Les tendances dans le monde

Fin 2002, près de 50 millions d'élèves dans le monde étaient inscrits dans l'enseignement technique et professionnel. 90 % d'entre eux étaient scolarisés en deuxième cycle du secondaire, correspondant à la tranche d'âge des 15-20 ans.

En moyenne, 20 % des effectifs du deuxième cycle du secondaire sont inscrits dans des filières techniques et professionnelles. Cependant cette proportion varie considérablement d'une région à l'autre. Elle est de 50 % en Europe et de 33 % en Asie de l'Est, Chine comprise. Ces chiffres diminuent de beaucoup ailleurs dans le monde : moins de 20 % en Afrique et en Amérique du Sud, moins de 10 % en Amérique du Nord et moins de 4 % en Asie occidentale.

Dans le monde entier, les taux de scolarisation dans le secondaire sont montés en flèche depuis 10 ans. Pour la seule période 1998-2002, le nombre d'élèves du secondaire a augmenté de 15 %. Cette croissance est largement imputable à l'augmentation des effectifs de l'enseignement secondaire classique et généraliste. La proportion d'élèves dans l'enseignement technique et professionnel a diminué depuis 1998, passant de 23 à 19 %. On observe cette tendance à la baisse dans toutes les régions, et notamment en Asie de l'Est.

Pourcentage des élèves du deuxième cycle du secondaire suivant un enseignement technique et professionnel, en 1998 et en 2002



Note : m = données manquantes

Source : Institut de statistique de l'UNESCO, *Recueil de données mondiales sur l'éducation 2005*
www.uis.unesco.org/ev_fr

généraliste et les besoins de la société », indique Rupert Maclean, directeur du Centre de l'UNESCO pour l'EFTP.

Le Centre vient de publier une série d'études sur l'instauration de ces cours techniques et professionnels en Afrique subsaharienne (voir encadré p. 5). Au Kenya, au Ghana et au Botswana, les autorités se sont engagées sans réserve dans cette démarche, souligne l'un des auteurs, Jon Lauglo, ancien expert de la Banque mondiale en matière d'EFTP. Le Botswana, en particulier, a consenti d'énormes investissements pour introduire l'informatique dans le secondaire.

L'enseignement technique suscite de grands espoirs et les parents se bousculent pour

inscrire leurs enfants à des cours censés déboucher sur un emploi. Rançon du succès, la demande est si forte qu'il devient difficile de réserver ces nouveaux programmes à quelques régions où ils pourraient être testés et améliorés. De ce fait, déplore Jon Lauglo, on a assisté à un saupoudrage des ressources.

Dans les pays pauvres, environ 80 % des activités requièrent une formation professionnelle. Il y a urgence à faire coïncider les demandes d'emplois et les besoins de la société. Les gouvernements, dit Mohan Perera, ne peuvent pas se dispenser d'investir pour former les générations futures. ●

Parité : objectif manqué

75 pays n'atteindront pas à la date fixée la parité entre garçons et filles dans l'enseignement.

Plus de 75 pays ne réussiront pas à scolariser dans le primaire et le secondaire une proportion identique de garçons et de filles d'ici à la fin de l'année. C'était pourtant là l'un des objectifs de l'Éducation pour tous, repris par les Objectifs du millénaire. Un tiers de ces 75 pays sont situés en Afrique subsaharienne. Plus de 40 % des pays qui manqueront le rendez-vous de 2005 manqueront aussi celui de 2015, d'après l'édition 2005 du *Rapport mondial de suivi sur l'EPT*. Aujourd'hui, environ 58 millions de filles ne suivent toujours pas un enseignement primaire. Les disparités s'aggravent dans le secondaire.

Un rêve brisé

Bien des choses auraient pu changer dans le monde si tous les pays avaient atteint l'objectif de 2005. D'après un rapport de l'agence britannique pour le développement international (DFID) sur l'éducation des filles, une meilleure scolarisation des filles aurait pu éviter le décès d'un million d'enfants par an. Un rapport de la Campagne mondiale pour l'éducation, une coalition d'ONG, estime que « chaque année de non-scolarisation représente une diminution de 10 à 20 % des futurs revenus des filles. » La même étude soutient qu'un pays qui parviendrait à la parité pourrait augmenter la croissance économique par habitant d'environ trois points en dix ans.

On le sait depuis longtemps, il existe un lien étroit entre le niveau d'éducation des filles et des femmes et leur capacité à revendiquer leurs droits, à élever des enfants en bonne santé et à prévenir la propagation du VIH/sida. De nombreux pays ont beaucoup progressé vers la parité entre les sexes. On cite régulièrement le Bangladesh, le Kenya, le Mali et la Mauritanie. La suppression des droits de scolarité et les mesures destinées à rendre l'école abordable et sûre pour les filles sont à l'origine des avancées les plus significatives.

Le rendez-vous manqué de 2005 pourrait provoquer un sursaut. « La date butoir a été utile, explique Lene Buchert, directrice de la Section de l'enseignement primaire de

l'UNESCO. Sans elle, la situation serait sans doute pire compte tenu des obstacles qu'il faut surmonter. »

En faveur des filles

Les pays en développement doivent prendre conscience de tout le bénéfice qu'ils peuvent tirer d'une politique en faveur de l'éducation des filles, et les nations riches doivent les soutenir en leur fournissant des ressources suffisantes et en les aidant à développer leurs capacités, ajoute Lene Buchert. Le Royaume-Uni a donné l'exemple en s'engageant à verser une aide de plus de deux milliards d'euros aux pays qui comptent le plus grand nombre de filles non scolarisées.

L'objectif manqué de 2005 sera au centre de deux vastes bilans que les Nations Unies réalisent cette année, l'un sur la mise en œuvre de la déclaration et du programme d'action de Beijing, adoptés en 1995, et l'autre sur les suites données au Sommet du millénaire cinq ans plus tard. Pour la Campagne mondiale pour l'éducation, ces bilans « constituent la dernière occasion avant 2015 de mobiliser une authentique volonté politique et des ressources à l'appui d'un plan énergique et d'un calendrier précis pour la scolarisation des filles. »

Contact : Florence Migeon, UNESCO Paris
e-mail : f.migeon@unesco.org

3 questions à Cream Wright

Responsable du secteur de l'éducation à l'UNICEF, agence qui coordonne l'Initiative pour l'éducation des filles.

1 L'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI) a-t-elle tiré les leçons de la campagne pour la parité entre les sexes dans l'enseignement ?

Nous avons appris qu'un vrai partenariat est nécessaire pour opérer la jonction entre la volonté politique d'une part, et l'expertise et les ressources des partenaires extérieurs et de la société civile, d'autre part. Nous avons aussi appris qu'on peut faire des progrès spectaculaires dans des situations très difficiles. Voyez l'Afghanistan, l'Angola et, plus récemment, le Libéria. Nous apprenons enfin à appliquer les enseignements de ces situations d'urgence dans d'autres contextes. Si on a pu scolariser cinq millions d'enfants en trois ans dans un pays comme l'Afghanistan, on peut en faire autant dans la plupart des pays avec une faible scolarisation.

2 Y a-t-il de bonnes nouvelles quant à l'objectif de parité ?

Oui. Même si cet objectif n'a pas été atteint, il y a des progrès, en particulier au Moyen-Orient et en Afrique du Nord mais aussi en Asie du Sud et de l'Ouest, et même en Afrique subsaharienne.

Ces régions ont enregistré une très forte progression de la scolarisation en 20 ans. Malheureusement, elles partaient de si bas et elles ont connu une telle croissance démographique qu'elles ne sont pas parvenues à franchir le cap nécessaire. Au-delà des chiffres, il faut aussi se demander à quoi sert la parité si les filles rencontrent trop de difficultés durant leur scolarité ou si les femmes sont maintenues dans une position d'infériorité.

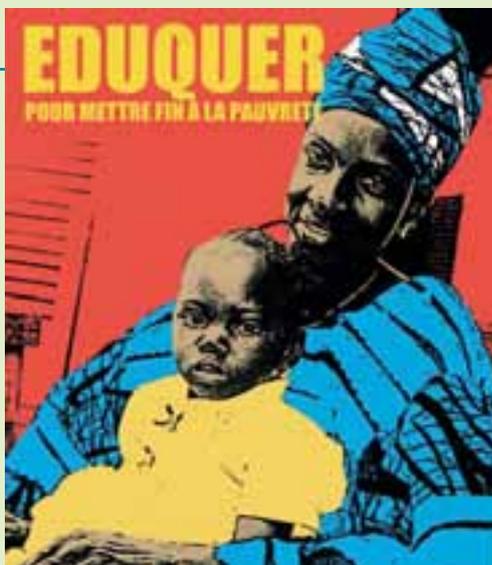
3 Quels sont les projets de l'UNGEI ?

Nous évaluons actuellement les réalisations et les perspectives en matière d'éducation des filles dans un grand nombre de pays. Ce travail, baptisé « Gender Achievements and Prospects » (GAP), définira des profils de pays et de régions, utiles pour guider des interventions énergiques. Puis il faudra accélérer la transition de la parité à l'égalité dans l'éducation et par l'éducation, un enjeu encore plus important. Les partenaires de l'UNGEI espèrent travailler plus étroitement avec le mouvement de l'EPT et l'Initiative accélérée de financement, afin d'atteindre ces objectifs.

Une campagne pour envoyer ses amis à l'école

Cette année, 110 pays participeront à la Semaine de l'Éducation pour tous qui se déroulera du 24 au 30 avril. Cette manifestation lance un message fort : l'éducation est essentielle pour mettre fin à la pauvreté. Comme les années précédentes, l'UNESCO soutient les événements organisés par la Campagne mondiale pour l'éducation sous le titre « Envoyez mon ami(e) à l'école ». Des enfants et des apprenants adultes vont découper des silhouettes grandeur nature en carton ou en tissu, symbolisant les 104 millions d'enfants non scolarisés et les 800 millions d'adultes analphabètes dans le monde. Des slogans seront inscrits sur ces personnages, rappelant que l'éducation aide à lutter contre le sida ou à mettre fin au travail des enfants. Lors de divers rassemblements, les jeunes demanderont aux responsables politiques de leur pays d'intensifier leur action. Enfin, des ministres de l'Éducation et des députés se rendront dans des écoles et consigneront sur les silhouettes découpées leur engagement à agir en 2005.

A l'invitation de l'UNESCO, 24 artistes ont accepté de participer à cette campagne. Ils vont



eux aussi peindre des silhouettes porteuses de messages en faveur de l'éducation, et s'associer à l'action des enfants. Leurs œuvres seront exposées à l'UNESCO pendant la Semaine de l'Éducation pour tous.

Contact : Abhimanyu Singh, UNESCO Paris
e-mail : abh.singh@unesco.org

Autour du monde

→ A l'invitation de World Education, de l'Open Society Initiative for Southern Africa (OSISA) et de l'UNESCO, une conférence sur l'EPT s'est tenue à Johannesburg du 6 au 10 février. Elle a réuni des coordinateurs de l'EPT, des ONG et des spécialistes de l'éducation venus de 10 pays, Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Swaziland, Zambie et Zimbabwe.

→ La troisième conférence nationale sur les orphelins et les enfants vulnérables, organisée à Windhoek le 9 février, a été consacrée à l'éducation de ces enfants. La Namibie a lancé un programme à leur intention, unique en son genre.

→ Le Swaziland a officiellement présenté son plan national d'EPT, le 23 février, en présence du Premier Ministre Absalom Themba Dlamini.

→ Des experts de 14 pays d'Amérique latine se sont réunis à Managua, au Nicaragua, du 8 au 11 mars, pour préparer la deuxième étude comparative internationale que doit mener le Laboratoire latino-américain d'évaluation de la qualité de l'enseignement, basé au bureau de l'UNESCO de Santiago. Cette étude, qui doit débuter en 2006, évaluera le niveau en langues, mathématiques et matières scientifiques des élèves de troisième et sixième année du primaire.

→ Le cinquième atelier régional latino-américain sur les statistiques de l'éducation a réuni à Bogota, du 13 au 17 mars, des statisticiens d'environ 19 pays d'Amérique latine. Il était organisé par le bureau de l'UNESCO à Santiago et l'Institut de statistique de l'UNESCO.

→ Des spécialistes et des théoriciens de l'éducation se sont retrouvés le 16 mars à l'Universidad de Chile, à Santiago, pour débattre du rôle de l'éducation au-delà du strict apprentissage, de son apport à la construction des identités individuelles et la définition de sociétés plus justes et participatives. La réunion était organisée par le bureau de l'UNESCO à Santiago et le Conseil national de la culture et des arts du ministère chilien de l'Éducation.

Stratégies sans EPT

Quel est l'impact sur l'éducation des stratégies de réduction de la pauvreté ? Une étude menée par l'Institut international de planification de l'éducation et l'agence britannique pour le développement international dresse un tableau plutôt pessimiste. Ces stratégies visent généralement la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement plutôt que les six objectifs de l'Éducation pour tous.

Créés en 1999 par le FMI et la Banque mondiale, les documents stratégiques de réduction de la pauvreté (DSRP) constituaient une nouvelle approche dans la lutte contre la pauvreté. Les pays qui adoptaient un programme crédible de réduction de la pauvreté bénéficiaient d'un allègement de la dette et de prêts substantiels.

Comme le montre l'étude portant sur 18 DSRP, rares sont les pays qui estiment qu'investir dans l'éducation permet de lutter contre la pauvreté, et plus rares encore ceux qui détaillent en quoi

les mesures préconisées concernent les populations pauvres ; aucun n'aborde la question de l'amélioration de l'apprentissage. L'éducation non formelle et l'analphabétisme des adultes sont à peine mentionnés.

L'étude conclut néanmoins que les stratégies de réduction de la pauvreté ont eu un effet bénéfique. « Elles ont été un facteur déterminant pour l'Initiative accélérée de financement et se révèlent puissantes pour réduire la pauvreté mais aussi pour promouvoir la démocratie et accroître l'aide au développement », dit Françoise Caillods, directrice adjointe de l'IIEP et co-auteur de l'étude.

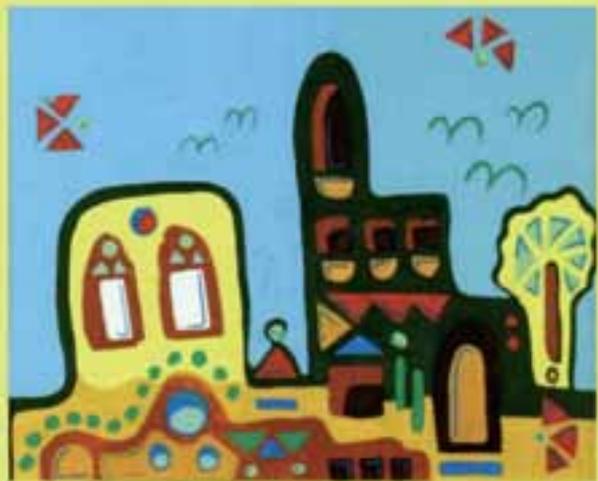
Contact : Françoise Caillods, IIEP
e-mail : f.caillods@iiep.unesco.org

L'étude *Education and PRSPs: A Review of Experiences* est disponible sur le site www.unesco.org/iiep.

Handicap mental, l'éducation récompensée

L'UNESCO et l'émir du Koweït viennent de lancer un prix bisannuel qui récompensera des réalisations répondant aux besoins éducatifs spécifiques des enfants handicapés mentaux. Cette récompense, instaurée à la suite d'un accord conclu en 2002, sera décernée pour la première fois en octobre 2005. Elle ira à des individus, des groupes, des organisations ou des centres spécialisés qui se distinguent par leurs recherches ou leurs actions de formation. Deux lauréats, l'un d'un pays arabe et l'autre d'un pays non arabe, seront récompensés cette année et recevront 16 000 € chacun.

Contact : Kenneth Eklindh, UNESCO • e-mail : k.eklinhd@unesco.org
www.unesco.org/education/inclusive/



Redonner vie à l'enseignement supérieur en Irak

Dramatique. C'est le mot employé par Koïchiro Matsuura, directeur général de l'UNESCO, pour qualifier la situation des universités et des établissements du supérieur en Irak. Les conflits qu'a connus le pays depuis 24 ans ont poussé à l'exil nombre d'intellectuels et isolé ceux qui sont restés.

Afin de trouver des solutions, l'UNESCO a organisé une table ronde sur la revitalisation de l'enseignement supérieur en Irak, les 22 et 23 février à Paris. « Dans la perspective de l'instauration d'une paix, d'une démocratie et d'un développement durables en Irak, l'enseignement supérieur n'est pas un luxe mais une nécessité », a déclaré M. Matsuura lors de son discours inaugural. La table ronde, a-t-il ajouté, devrait contribuer à réintégrer l'Irak dans la communauté universitaire et scientifique mondiale, mais aussi à « encourager les financements nécessaires à une véritable avancée ».

Le ministère irakien de l'Enseignement supérieur ainsi que des universités d'Irak et d'autres pays, des organisations internationales, des ONG et des agences susceptibles de financer des projets étaient représentés à la table ronde. Les travaux ont permis d'évaluer les besoins et les priorités, et de préparer un plan d'action à court terme.

Afin de lancer le processus, l'UNESCO, en partenariat avec le Fonds international pour l'enseignement supérieur en Irak, a déjà

fourni à d'importants établissements de Bagdad et du reste du pays des équipements de laboratoire, pour un montant de deux millions et demi d'euros, et des manuels et ouvrages de référence, pour un montant de 160 000 €. Des bourses vont permettre à 500 chercheurs et professeurs irakiens de séjourner pendant trois mois à l'étranger afin de mettre à jour leurs connaissances et de renouer des liens avec la communauté universitaire internationale.

Contact : Adeeb Munim, UNESCO Paris
 e-mail : a.munim@unesco.org

Développement durable : + 10

« C'est le début d'un projet important pour tous ceux qui sont concernés par l'éducation, le développement humain, l'environnement et le bien-être des générations futures », a déclaré Steven Rockefeller lors du lancement de la Décennie pour l'éducation en vue du développement durable, le 1^{er} mars 2005, au siège new-yorkais de l'ONU.

De 2005 à 2014, la Décennie aura pour principal objectif d'encourager les gouvernements à intégrer le concept de développement durable dans leurs politiques et leurs pratiques éducatives, afin de favoriser l'évolution des comportements et l'avènement de sociétés plus viables et plus justes. Chef de file du projet, l'UNESCO coordonne l'action de tout le système des Nations Unies en vue de quatre objectifs fondamentaux : améliorer l'éducation de base, infléchir les programmes pédagogiques existants, sensibiliser à la

question du développement durable et former des intervenants.

L'enseignement au service du développement durable est une entreprise complexe centrée sur la qualité de l'éducation et de l'apprentissage. Ses priorités sont à la fois environnementales (eau, évolution du climat, biodiversité, prévention des catastrophes, production et consommation durables), économiques (lutte contre la pauvreté, gestion des transformations sociales) et socioculturelles (diversité culturelle, égalité des sexes, lutte contre le VIH/sida).

L'UNESCO s'emploie à préciser et faire connaître les principales notions qui sous-tendent l'éducation au service du développement durable. L'Organisation a réalisé à cet effet un recueil de fiches d'information destinées aux enseignants et aux décideurs.

Contact : Bernard Combes, UNESCO Paris
 e-mail : b.combes@unesco.org
www.unesco.org/education/desd/fr

Tous égaux à l'école

Le 21 mars, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, l'UNESCO a lancé une campagne pour mobiliser des écoles du monde entier contre l'exclusion sous toutes ses formes. La campagne est ainsi libellée : « Tous égaux dans la diversité : mobiliser les écoles contre le racisme, la discrimination et l'exclusion ».

Les Ecoles associées de l'UNESCO qui se trouvent dans les pays participant au projet pédagogique de l'Organisation sur la traite

des esclaves, sont invitées à s'inscrire. « Elles devront s'engager à mener au moins trois activités par an sur une période de trois ans », explique Jean O'Sullivan de l'UNESCO.

Le kit pédagogique pour la campagne comprend une affiche, des autocollants et un fascicule proposant des idées directrices, des documents de base et des activités. La date limite d'inscription est fixée au 15 juin 2005.

Mené avec le soutien financier de la Norvège, le projet de l'UNESCO sur la traite transatlantique, intitulé « Briser le silence », se déroule depuis 1998 dans une centaine d'Écoles associées de l'Organisation en Afrique, dans la région Amériques/Caraïbes et en Europe. Il a pour objectif de mieux faire connaître l'histoire de la traite des esclaves et ses conséquences, jusqu'aux formes actuelles de discrimination.

Contact : Jean O'Sullivan, UNESCO Paris
e-mail : j.osullivan@unesco.org

Formulaire d'inscription et kit pédagogique :
www.unesco.org/education/asp/fr/

Le grand bond du secondaire

D'après l'édition 2005 du *Recueil de données mondiales sur l'éducation*, parue en avril, la scolarisation dans le secondaire enregistre une forte progression dans certaines régions du monde. Au niveau mondial, le nombre d'enfants dans le secondaire (492 millions en 2002) a augmenté de plus de 3 % par an depuis 1990, soit une croissance trois fois plus rapide que celle enregistrée dans le primaire.

Particulièrement marquée en Amérique latine et en Asie, la hausse est beaucoup plus faible en Afrique, comme on pouvait s'y attendre, mais le continent réserve toutefois une bonne nouvelle : entre 1998 et 2002, le taux brut de scolarisation dans le primaire a décollé, si bien que la progression du nombre d'élèves devance enfin la croissance démographique.

Publié pour la troisième année consécutive par l'Institut de statistique de l'UNESCO, le *Recueil de données mondiales sur l'éducation* compare de pays à pays les statistiques sur l'éducation et présente les indicateurs mondiaux les plus récents sur l'enseignement, de la maternelle au supérieur.

Contact : Albert Motivans, UIS
e-mail : a.motivans@uis.unesco.org
www.uis.unesco.org/ev_fr

AVRIL

25-26

Forum de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur, la recherche et la connaissance ; troisième réunion du comité scientifique régional pour l'Asie et le Pacifique • Organisé par l'UNESCO • Séoul, République de Corée
Contact : Min-Chul Shim, UNESCO Paris • e-mail : mc.shim@unesco.org

27-29

Séminaire régional sur les conséquences pour l'enseignement supérieur dans la région Asie-Pacifique de l'Accord général sur le commerce et les services de l'OMC • Organisé par l'UNESCO et la Commission nationale coréenne pour l'UNESCO • Séoul, République de Corée
Contact : Min-Chul Shim, UNESCO Paris • e-mail : mc.shim@unesco.org

29

Deuxième table ronde sur l'efficacité des partenariats entre le public et le privé en matière d'enseignement, portant sur les solutions adoptées sur le terrain • Organisé par l'UNESCO et le Forum économique mondial • Paris, France • Contact : Philipp Müller-Wirth, UNESCO Paris
e-mail : p.muller-wirth@unesco.org

MAI

12-13

Forum de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur, la recherche et la connaissance ; troisième réunion du comité scientifique régional pour l'Afrique • Organisé par UNESCO Paris • Maputo, Mozambique
Contact : Isabelle Devylder, UNESCO Paris • e-mail : i.devylder@unesco.org

30 mai - 3 juin

Troisième Conférence internationale africaine sur le développement de la petite enfance • Organisé par le groupe de travail sur le développement de la petite enfance de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique • Accra, Ghana
Contact : Yoshie Kaga, UNESCO Paris • e-mail : y.kaga@unesco.org

30 mai - 3 juin

Séminaire sous-régional pour les formateurs travaillant à la prévention du VIH/sida parmi les enfants des rues • Organisé par l'UNESCO et P.A.U. Education • Niamey, Niger
Contact : Florence Migeon, UNESCO Paris • e-mail : f.migeon@unesco.org

30 mai - 3 juin

Réunion du jury des prix internationaux d'alphabétisation • Organisé par l'UNESCO • Paris, France
Contact : Namtip Aksornkool, UNESCO Paris
e-mail : n.aksornkool@unesco.org

JUIN

7-8

Séminaire régional sur les conséquences pour l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes de l'Accord général sur le commerce et les services de l'OMC • Organisé par UNESCO Paris Mexico, Mexique • Contact : Lamy El Amrani, UNESCO Paris
e-mail : l.el-amrani@unesco.org

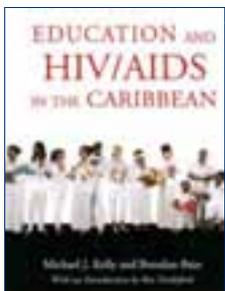
JUILLET

19-21

Sixième réunion du Groupe de travail sur l'EPT • Organisé par UNESCO Paris • Paris, France
Contact : Abhimanyu Singh, UNESCO Paris • e-mail : abh.singh@unesco.org

● **Skills-Based Health Education: Content and Quality in Primary Schools**, de H.W.R. Hawes. A partir d'exemples choisis en Inde, en Ouganda et en Zambie, cette étude examine la contribution que l'éducation à la santé apporte à la qualité de l'enseignement primaire. L'étude présente le contexte dans lequel les cours sanitaires sont élaborés et leur mise en œuvre. Elle est publiée par l'initiative baptisée « Concentrer les ressources pour une bonne santé en milieu scolaire », FRESH en anglais. E-mail : sdi@unesco.org

● **Partnerships for Relevant Science and Technology Education**. Etabli par Andrew Clegg, ce document rend compte d'un atelier sous-régional sur les partenariats avec le secteur privé dans l'enseignement scientifique et technique en Afrique australe. L'atelier a eu lieu à Windhoek, en Namibie, du 28 au 30 juillet 2003. E-mail : sdi@unesco.org



● **Education and HIV/AIDS in the Caribbean**, de Michael J. Kelly et Brendan Bain. L'ouvrage décrit les répercussions du VIH/sida sur l'éducation, au niveau mondial et dans les Caraïbes, et souligne le rôle de l'éducation dans la prévention. Il présente différents aspects de la maladie, qu'ils soient liés à chaque sexe, socioéconomiques ou sanitaires. Publié par Ian Randle Publishers, le bureau de l'UNESCO pour les Caraïbes et l'IIPE. Prix : 19,82 €. E-mail : information@iiep.unesco.org

● **Perspectives n°131**. Le dossier de ce numéro de la revue trimestrielle d'éducation comparée de l'UNESCO est consacré au temps d'enseignement, une question essentielle pour une éducation de qualité. Il réunit des articles sur le nombre d'heures de cours dans les écoles primaires africaines et dans les systèmes scolaires allemand et suédois. La revue est publiée par le Bureau international d'éducation de l'UNESCO. E-mail : doc-center@ibe.unesco.org

● **Principes de la planification de l'éducation n° 78. Inégalités sociales à l'école et politiques éducatives**, de Marie Duru-Bellat. Cette étude montre comment l'école risque de perpétuer les inégalités sociales et examine les politiques susceptibles de les réduire. C'est l'un des rares ouvrages de synthèse dans l'abondante littérature consacrée au sujet. Publié par l'IIPE. Prix : 12,20 €. E-mail : information@iiep.unesco.org

● **Transparency in Education. Report Card in Bangladesh. Quality Schools Programme in Mexico**, de Shahnaz Karim, Claudia A. Santizo Rodall et Enrique Cabrero Mendoza. Consacré aux problèmes d'éthique et de corruption dans l'enseignement, cet ouvrage réunit deux études qui présentent des expériences réussies en matière d'amélioration de la transparence et de la responsabilisation dans l'utilisation des ressources éducatives. Publié par l'IIPE. Prix : 10 €. E-mail : information@iiep.unesco.org

● **The UNESCO Higher Education Open and Distance Learning (ODL) Knowledge Base.**

Cette brochure décrit la base de données destinée à l'Afrique, à la région Asie-Pacifique, à la Communauté des États indépendants et aux États baltes. Elle est à la disposition des responsables et des enseignants pour les aider dans la planification, le développement et la gestion de l'apprentissage ouvert à distance dans l'enseignement supérieur. E-mail : sdi@unesco.org



● **Universal Primary Completion in Latin America: Are We Really so Near the Goal? Regional Report on Education-Related Millennium Development Goals**. Malgré les progrès réalisés, tous les enfants d'Amérique latine ne terminent pas le cycle primaire. Ce rapport identifie les problèmes existant dans 18 pays et étudie des solutions pour que les inégalités sociales pèsent moins lourd dans l'abandon de la scolarité. Publié par UNESCO Santiago. E-mail : santiago@unesco.org

● **Studies in Comparative Education. Developing Key Competencies in Education: Some Lessons from International and National Experience**, de D.S. Rychen et A. Tiana. Face aux défis actuels que représentent la mondialisation, l'évolution technologique, les guerres et les problèmes écologiques, quelles sont les compétences qui contribuent au développement durable, à la protection sociale, à la cohésion et la justice ? La brochure publiée par le Bureau international d'éducation de l'UNESCO réunit des travaux sur ces thèmes. E-mail : doc-center@ibe.unesco.org

● **Reforming Higher Education in the Nordic Countries. Studies of Change in Denmark, Finland, Iceland, Norway and Sweden**, sous la direction d'Ingemar Fägerlind et Görel Strömqvist. Cet ouvrage examine comment l'enseignement supérieur dans les pays nordiques a évolué ces 20 dernières années pour répondre aux nouvelles demandes (développement, diversification, responsabilisation, contrôle de qualité, mondialisation, etc.). Les auteurs se penchent sur le rôle du marché et de l'État dans les cinq pays. Publié par l'IIPE. Prix : 10 €. E-mail : information@iiep.unesco.org

● **ICT and Education in Asia-Pacific Schools.**

Deux études de l'UNESCO, publiées par le bureau de Bangkok, analysent la modernisation des systèmes éducatifs dans la région Asie-Pacifique grâce à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC). "School Networking: Lessons Learned" (vol. 2) présente des études de cas (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande). "Infoshare: Sources and Resources Bulletin" (vol. 6) est consacré au renforcement des capacités des enseignants et des professionnels de l'éducation dans le domaine des TIC. E-mail : schoolnet@unesco.org



L'éducation aujourd'hui est un bulletin d'information trimestriel consacré aux évolutions actuelles de l'enseignement, aux projets entrepris dans le monde en faveur de l'éducation pour tous et aux activités éducatives de l'UNESCO. Il est publié par le Secteur de l'éducation de l'UNESCO en anglais, arabe, chinois, espagnol, français, portugais et russe. Les articles ne sont pas soumis à la législation sur le droit d'auteur et peuvent être librement reproduits, à condition de mentionner qu'ils proviennent de *L'éducation aujourd'hui*. Rédaction : Anne Müller et Teresa Murtagh • Ont collaboré à ce numéro : Cathy Nolan (p. 2 et pp. 10-12) et Amy Ochtet (pp. 4-7) Assistante de rédaction : Martine Kayser • Version française : UNESCO et Corinne Hewlett. Conception graphique : Pilote Corporate. Maquette : Sylvaine Baeyens • Crédits photographiques (couverture) : Berthold Egner ; UNESCO/ASPnet/Karin Hunziker ; UNESCO/Brendan O'Malley ; UNESCO/Georges Malempré ; UNESCO/Spier-Donati.

L'éducation aujourd'hui, Bureau exécutif, Secteur de l'éducation, UNESCO • 7, place de Fontenoy • 75352 Paris 07 SP • France
Tél. : 33 1 45 68 21 27 • Fax : 33 1 45 68 56 26-27 • E-mail : t.murtagh@unesco.org

Pour en savoir plus : www.unesco.org/education/fr
ISSN : 1814-3962

